



## Résolution de la CES - Solidarité avec la Grèce

Adoptée lors du Comité exécutif des 9-10 mars 2010

Les membres du Comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES), réunis ce 9 mars 2010, font part de leur solidarité au Président de la GSEE, Yannis PANAGOPOULOS, qui a été victime d'agressions violentes de la part d'individus étrangers au mouvement syndical.

Ils constatent avec inquiétude que ces agissements rappellent la montée des régimes fascistes et espèrent que le gouvernement hellénique, élu démocratiquement, amènera rapidement les coupables devant la justice.

La CES exprime sa solidarité totale avec les travailleurs grecs dans leur lutte contre les suppressions d'emplois et le blocage ou la réduction des salaires et des pensions de retraite. Le message de l'Europe envers le peuple grec doit être celui de la stabilité et de la progression sociale et non celui de la stagnation économique et du dumping social.

Les syndicats européens observent avec grande inquiétude la situation en Grèce et plus particulièrement la pression exercée par la Commission européenne, les ministres de la zone euro et la Banque centrale européenne sur le gouvernement grec afin de l'inciter à appliquer des mesures d'austérité de plus en plus dures qui vont porter atteinte aux travailleurs et aux couches sociales les plus faibles et qui vont bouleverser le tissu social.

Les mesures d'austérité annoncées jusqu'ici prévoient une réduction radicale des salaires et des pensions de retraite, d'importantes augmentations fiscales, des licenciements, des privatisations à grande échelle des entreprises publiques et la compression de dépenses essentiellement liées à la protection sociale. Non seulement ces mesures ne permettent pas de résoudre le problème mais elles accentuent la crise, puisqu'elles alimentent le chômage, nuisent à la prospérité et étouffent la demande intérieure et l'activité économique.

Nous soutenons entièrement les syndicats grecs dans leurs efforts de lutte contre une politique à court terme et à courte vue et nous exigeons des programmes correctement équilibrés et socialement acceptables, qui doivent être négociés avec les syndicats.

Nous revendiquons, avec nos collègues grecs, un ensemble de politiques radicalement différentes pour le renforcement des investissements, de la croissance et de l'emploi, pour la garantie des revenus, pour l'adoption de mesures fiscales justes et efficaces, pour un rôle régulateur accru de l'État, pour le maintien de la cohésion sociale et pour la protection de l'environnement.

Il n'est pas acceptable que les charges soient réparties de manière inégale au détriment

des travailleurs grecs, qui ont déjà connu une érosion progressive de leurs droits, de leurs pensions de retraite et de leurs revenus. Nous ne pouvons permettre à la spéculation sur les marchés financiers de déterminer l'évolution économique et sociale en Europe et d'imposer son programme à la société malgré l'effondrement de 2008 et la récession tragique qui en a résulté.

L'Europe se doit d'être présente pour les citoyens grecs, dans un esprit de solidarité et de cohésion, et de protéger les peuples et les pays contre les effets dévastateurs du capitalisme casino. Elle doit aborder les problèmes en s'affranchissant de la croyance persistante en une souveraineté des marchés sur la société et en se fixant comme objectif de concevoir une architecture nouvelle qui donnera la priorité aux êtres humains, à la solidarité et à l'économie réelle.